

ROUILLARD, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois*.
Montréal, Boréal, 1989. 535 p.

Bernard Dionne

Volume 43, numéro 3, hiver 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304826ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304826ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, B. (1990). Compte rendu de [ROUILLARD, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois*. Montréal, Boréal, 1989. 535 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43(3), 425–428. <https://doi.org/10.7202/304826ar>

ROUILLARD, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois*. Montréal, Boréal, 1989. 535 p.

Auteur, notamment, d'une histoire des syndicats nationaux au Québec (1900-1930) (Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, 342 p.) et d'une histoire de la CSN (Montréal, Boréal Express/CSN, 1981, 335 p.), Jacques Rouillard nous donne maintenant une oeuvre de synthèse majeure sur le syndicalisme québécois. Refusant de céder à la tentation si actuelle de l'histoire individualisante des sujets, Rouillard nous propose plutôt un examen rigoureux des interactions entre les appareils syndicaux et le social, l'économique et le politique ambiants. Cette synthèse a le mérite d'intégrer les apports de la plupart des recherches récentes. Elle pêche cependant, à notre avis, par son manque de profondeur théorique et, paradoxalement, par l'absence, justement, de cette chaleur qui confère une approche du rôle des individus dans l'histoire.

L'ouvrage est divisé en six chapitres, dont les cinq premiers présentent un survol chronologique de la période 1818 à nos jours. À cet égard, il faut mentionner que la périodisation adoptée par l'auteur est fort opérationnelle: un premier chapitre traite de la naissance du syndicalisme (1818-1896); l'expansion de celui-ci et les conflits avec un patronat plus que réticent est l'objet du second chapitre (1897-1929) qui nous introduit à la période de la crise économique, moment d'un important réalignement syndical (1930-1940); l'institutionnalisation du syndicalisme au moyen d'un ensemble de lois, tant provinciales que fédérales, fait l'objet du quatrième chapitre (1941-1960); la «radicalisation» du mouvement syndical, à la faveur de la «révolution tranquille» et de ses séquelles, est abordée au cours du cinquième chapitre (1960-1985). L'auteur propose enfin un tableau des relations conflictuelles entre l'État et le syndicalisme québécois au cours des vingt-cinq dernières années.

Dans cette histoire institutionnelle du syndicalisme, l'accent est mis sur les centrales syndicales et non sur les syndicats locaux et les fédérations pro-

fessionnelles. Le versant politique et idéologique, le discours des centrales et de leurs dirigeants, seront donc mieux traités que le volet économique: les transformations du milieu de travail, les bouleversements technologiques, l'évolution des salaires et des conditions de travail des syndiqués ne seront pas abordés en profondeur, faute de travaux détaillés sur ces différents aspects, précise l'auteur.

Bien entendu, ce dernier prend bien soin de situer le contexte économique et social de chacune des périodes qu'il aborde et il présente, à l'occasion, des éléments d'histoire de fédérations syndicales qui ont pu marquer leur époque, tels les charpentiers-menuisiers (p. 49), les cigariers (p. 50), les enseignants (p. 226-236), et les cheminots (p. 211). Mais, encore là, l'absence de monographies sur les syndicats et les fédérations constitue un obstacle de taille au travail de synthèse que propose justement Rouillard. On peut même se demander si ce travail n'est pas prématuré dans le contexte actuel: en effet, ne vient-il pas renforcer la tendance à ne considérer que les centrales syndicales et leur discours officiel, au détriment d'une analyse plus raffinée de ce qui se passe à la base, dans les entreprises et dans les syndicats et les fédérations professionnelles, de même que dans les conseils régionaux?

Rouillard comble cependant des lacunes en fournissant une synthèse générale fort convaincante. Ainsi, l'analyse qu'il propose de la rivalité entre les syndicats catholiques et les internationaux est séduisante et fort bien documentée. Elle ne règle cependant pas la question. Pour Rouillard, «les internationaux mettent beaucoup de temps à s'éveiller aux problèmes de la communauté canadienne-française...» (p. 94). Or, les syndicats internationaux répondent aux demandes des travailleurs en mettant sur pied des syndicats, aussitôt dénoncés par le clergé: le retard de la syndicalisation des ouvriers québécois, dû en grande partie à l'hostilité du clergé face à l'organisation des travailleurs, au socialisme et à la franc-maçonnerie, n'est jamais proposé comme hypothèse de travail par Rouillard. Les difficultés d'adaptation des organisateurs américains à un environnement francophone sont bien réelles. Mais il nous semble que cette analyse néglige le rôle des organisateurs francophones que les syndicats internationaux engageaient dès la fin du XIX^e siècle.

Par ailleurs, Rouillard ne nous propose aucune analyse du rôle des intellectuels cléricaux comme groupe social, avec ses intérêts et ses pratiques de classe spécifiques. S'il montre bien le rôle majeur du clergé dans la création de la CTCC, il s'empresse toutefois de présenter la pratique syndicale de cette dernière comme la manifestation d'un désaccord entre un discours collaborationniste des aumôniers et une pratique syndicale militante, basée sur l'emploi de la grève et la reconnaissance du rapport de forces, dès les années 1920. Rouillard a bien raison d'insister sur le fait que les ouvriers, au fond, n'étaient pas dupes et en vinrent assez rapidement à copier les méthodes des internationaux. Mais alors? Pourquoi ne pas considérer que le projet même de la CTCC et de sa direction cléricale n'avait pour but que de diviser la classe ouvrière et de lui imposer une idéologie de soumission?

Cette absence de perspectives théoriques se manifeste un peu plus tard, lorsque l'auteur analyse les années vingt et le «nouvel ordre industriel» que propose William Lyon Mackenzie King: cet élément majeur de la réorganisation industrielle nord-américaine est simplement glissé dans le texte, comme

un élément de la conjoncture parmi tant d'autres, alors qu'il faut y voir une tentative de régulation du capitalisme après la Première Guerre mondiale, dans la foulée du fordisme et du taylorisme. L'auteur néglige d'analyser ces développements et d'en montrer les conséquences sur l'organisation du travail et le type nouveau de syndicalisme industriel qui se met en place au cours des années vingt.

L'image des syndicats internationaux continue d'être déformée dans l'ouvrage: l'auteur attribue au «manque d'intérêt» du CIO pour le Québec l'apathie des unions internationales et l'essor des catholiques au cours des années trente. Ne mésestime-t-il pas les efforts des unions internationales qui résistent à la crise tout au long des années trente? L'«absence» du CIO n'est-elle pas due, en grande partie, au fait que le Québec, contrairement à l'Ontario, n'a pas d'industrie automobile, endroit de prédilection des organisateurs du CIO? De plus, la scission entre l'AFL et le CIO affecte moins le Québec (et surtout Montréal, où sont concentrés les syndicats internationaux) que le reste du Canada, ce qui explique en bonne partie la faiblesse du CIO au Québec. Rouillard avoue sa surprise devant les succès répétés des organisateurs de la FAT à Montréal pendant la guerre (p. 209): la tradition organisationnelle, la pénétration dans la plupart des secteurs économiques, le rôle de coordination du CMTM, l'acceptation du mode de syndicalisation basé sur l'industrie et la volonté de certains patrons de collaborer avec des syndicats d'origine américaine, il est vrai, expliquent les succès des internationaux à Montréal. Enfin, l'auteur sous-estime leur potentiel contestataire au cours des années cinquante. Une réévaluation du rôle des syndicats internationaux, à partir de leur travail dans la métropole canadienne, est donc à l'ordre du jour.

Ces critiques que nous soumettons amicalement à Jacques Rouillard ne doivent pas cependant occulter les qualités de l'oeuvre. L'apport majeur de celle-ci réside certainement dans le traitement du rôle du syndicalisme dans le secteur public et para-public québécois. C'est ainsi que nous apprenons que c'est la pression des syndicats locaux du secteur public qui a poussé les centrales à se radicaliser au cours des années soixante et à exiger le droit de grève en 1963: Marcel Pepin changea d'avis, passant d'une opposition de principe au droit de grève dans les hôpitaux à son acceptation, afin de doter les syndicats d'une arme de combat contre le système paternaliste des relations de travail dans ce secteur. Rouillard consacre énormément d'espace aux années 1960-1985 (p. 287-466); il peut donc analyser les métamorphoses de la FTQ en véritable centrale syndicale et la place qu'y occupent le socialisme démocratique, la question nationale et la question des femmes (p. 301-329). La déprofessionnalisation de la CTCC, l'afflux de syndiqués du secteur public à la CSN, le schisme de 1972 et la création de la CSD, la place de la question nationale dans cette centrale sont minutieusement abordés (p. 329-355). Une place importante est faite à l'évolution idéologique de la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques (CIC) à la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), ou, si l'on préfère, «du corporatisme à l'action politique» (p. 356-371).

Enfin, l'auteur a choisi d'isoler la question des relations syndicales avec l'État et d'en faire un long chapitre de cent pages en fin de volume. Les négociations dans le secteur public, les législations, la notion de «services essentiels», l'action électorale des syndicats, les déboires du NPD-Québec, l'impli-

cation dans le «2e front» (front de la consommation, par rapport au premier front, celui du travail et de l'entreprise) et l'évolution politique «de Lesage à Lévesque à Trudeau» y sont analysés en détail. Cependant, ce chapitre est lourd, long et redondant. Et pourtant, l'auteur a omis d'analyser les grèves et les conflits au journal *La Presse*, à la STCUM et dans la construction; incidemment, ce dernier secteur, analysé en même temps que la Commission d'enquête Cliche sur le crime organisé, méritait un meilleur sort.

Mais restons-en là: le travail de Rouillard ouvre la voie, trace des balises et suggère de nombreuses pistes de recherche, tout en fournissant un cadre de référence chronologique rigoureux. En somme, c'est un ouvrage qui fait le point après vingt ans de publications sur le syndicalisme et la classe ouvrière au Québec.

CEGEP Lionel-Groulx

BERNARD DIONNE